

[Text]

foresee the future. We know that the old is gone, but what is going to replace it is as yet somewhat uncertain. That is the way I think I would put it.

The Vice-Chairman: Thank you very much. A matter of clarification, Mr. Brewin?

Mr. Brewin: I suspect that a sense of isolation from policy-makers may come from being in British Columbia, but that may just be our mutual view of the world.

• 1345

In the government policy development area, we have just come back from a couple of days in Washington, where I think we were all struck—confirming, I guess, what we might have known otherwise—that in the United States foreign policy development process, security intelligence plays a very big part. They even refer to it as “national security” and it is all part of that same umbrella, whereas we in Canada call it “external affairs”. That in itself strikes me as being quite a different perspective.

I wonder if you could give us your perception of how we in Canada develop government policy in this area. Apart from the times when they consult you, are you satisfied that the Canadian government generally is getting good information and good analysis in making its external affairs decisions, particularly in terms of its relations with the Soviet Union and eastern Europe?

Prof. Marantz: I think that on the whole, yes, it is getting good information—and I do not feel it is handicapped by the lack of a more powerful intelligence arm. I have a number of friends who work for the CIA, for example, and I have always wondered what American policy-makers know that they would not otherwise know if several thousand people were doing something else. What can you learn from these kinds of information? What is the end-product that you do not get from reading *The New York Times* and reading the dispatches from your embassies abroad and so on? I am not convinced it is a great deal, especially given the nature of Canadian foreign policy and our role in the world, where we can approach these things with a bit more concern for the bigger picture and not the day-to-day things. I think we are well-served.

Where there is a deficiency, since you invited me to comment. . . If I were making policy—and this reflects my bias, to a certain extent—I would be inclined to take some money away from CSIS, not even knowing how much they get, and give it to analysis within, say, External Affairs. I have been struck by how short-staffed External Affairs is and how one thing one might look at is the size of their intelligence staff, or their analysis division. It is not really intelligence; it is analysis. There I think they

[Translation]

prévoir comment les choses évolueront. Nous pouvons simplement dire que le vieux monde est mort, mais nous ne savons pas à quoi ressemblera le nouveau. C'est tout.

Le vice-président: Merci beaucoup. Voulez-vous des précisions, monsieur Brewin?

M. Brewin: C'est peut-être parce que je viens de Colombie-Britannique que j'ai le sentiment d'être isolé des centres de décisions, ou c'est peut-être la manière dont nous envisageons traditionnellement le reste du monde.

Nous venons de passer quelques jours à Washington où nous avons tous été frappés, mais cela ne nous a pas vraiment étonnés, par le fait que les services de renseignements jouent un rôle très important dans le processus de formulation de la politique extérieure. Les États-Unis parlent d'ailleurs à ce sujet de «sécurité nationale», alors que nous parlons nous, au Canada, d'affaires extérieures. On voit bien là une attitude différente face au monde extérieur.

Pourriez-vous cependant nous donner des précisions sur la manière dont nous formulons nos politiques publiques dans ce secteur? Ne tenez pas compte du fait que notre comité vous consulte et dites-moi si vous croyez vraiment que le gouvernement canadien obtient de bons renseignements et de bonnes analyses pour prendre ses décisions en matière de politique étrangère, notamment au sujet de ses relations avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est.

M. Marantz: Dans l'ensemble, je dirais que oui. Je ne pense pas que le gouvernement soit handicapé parce qu'il n'a pas un service de renseignements étrangers plus puissant. J'ai plusieurs amis qui travaillent pour la CIA, par exemple, et je me demande toujours ce qui pourrait bien manquer aux décideurs américains si plusieurs milliers d'employés de la CIA étaient soudainement invités à trouver un nouveau métier. Qu'est ce qu'on peut bien apprendre de ce genre d'activité? Que peut-on apprendre de plus que ce qu'on lit dans le *New York Times* et dans les dépêches des ambassades? Je ne suis pas convaincu que l'on puisse apprendre beaucoup de cette manière, surtout au Canada, si on tient compte de la nature de notre politique étrangère et de notre rôle international, qui nous permettent d'aborder ces choses en prenant sans doute un peu plus de recul que d'autres. Je crois que la situation est donc satisfaisante.

Il y a cependant un secteur dans lequel je pense que nous pourrions faire mieux. Certes, cela reflète mes préjugés personnels, mais je dois dire que je serais probablement porté à prendre une partie du budget du SCRS, sans même savoir quel est son budget total, et à la donner aux services d'analyse des Affaires extérieures. J'ai pu constater que ce ministère manque sérieusement d'employés, notamment dans les secteurs du renseignement ou de l'analyse. En effet, c'est plutôt de